



cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

« On » recherche activement le patient zéro du covid19. Ce n'est pas un participant au rassemblement évangéliste en Alsace. Pas non plus un militaire de la base aérienne de Creil. Et si le patient zéro se nichait dans le désordre du capitalisme mondialisé ?

C'était la cohue. Aucun geste barrière. Pas un seul masque. Risques maxima. Interrogée sur ces risques, elle répond « c'est Dieu qui décide ». A plus de 100 000 morts, ça fait cher la prière, non ?

Agenda militant

1er mai

[atelier banderole et affiche!](#)



11 mai

[11 Mai : manif par 10 !](#)

[Un virus très politique](#)

[Le n°5 est arrivé](#)



En quête d'alternative

Plus jamais ça ! Construisons ensemble le jour d'après . 15 organisations appellent à un débat large pour construire le monde d'après. Quel est l'enjeu ?

Emmanuel Macron et toute sa clique, le président du Medef, et le gouverneur de la Banque de France préparent aussi le jour d'après. Ils sont prêts à tout. Après avoir envisagé la stratégie de l'immunité de groupe comme politique sanitaire pour ne pas contredire les marchés, ils ont été obligés de renoncer devant l'ampleur du désastre annoncé. La sortie du confinement annoncée le 11 mai, répond aux mêmes impératifs économiques. Maintenant ils veulent nous faire payer la note : à nous de faire des efforts pour réduire la dette, renoncer aux congés payés, augmenter le temps de travail, renoncer à notre part de salaire qui alimente les caisses de la sécurité sociale. Ils en profitent pour faire avancer leur projet de société ultralibérale. Ils tentent de museler la démocratie, remettent en cause nos libertés publiques.

Pas d'unité nationale avec les responsables de la crise ! Ils ont failli, qu'ils répondent de leurs actes et qu'ils dégagent !

Que faire ? Tant de lieux de décisions nous paraissent hors de portée. Pourtant l'exécutif a bien été obligé de reporter sine die la réforme des retraites comme celle de l'assurance chômage. Il a bien été obligé de doubler le nombre de lits de réanimation sous la pression des médecins et d'adapter la capacité des hôpitaux aux besoins. Il a bien été obligé de prendre en compte la fronde des travailleurs-ses qui ont fait valoir leur droit de retrait et financer le chômage partiel. Il a bien été obligé de prendre en compte l'exigence de tests massifs et de distribution de masques. Le président du Medef fait lui aussi du rétropédalage après ses propos sur le temps de travail.

L'exécutif permet aux patrons de ne pas payer les cotisations sociales et les impôts alors qu'il s'agit de la source de financement des hôpitaux et des services publics. Il demande gentiment aux dirigeants des grandes entreprises de ne pas verser les dividendes, et aux banques de ne pas mettre les petites entreprises en difficulté. Darmanin doit quand même expliquer qu'en cas de versement des dividendes, il sucre les aides pour le chômage partiel. Et on ressort les mêmes recettes qu'en 2008, création de dette publique, financement sur les marchés financiers et cure d'austérité pendant plusieurs années.

Mais est-on certain que cela fonctionnera ? A l'heure où nous sommes nombreux.ses à nous interroger sur le monde de demain, à être prêt.e.s à en découdre avec les responsables qui nous mènent à la catastrophe, nous pouvons imposer ensemble de travailler pour la vie et non pour les profits, de décider des productions indispensables, de relocaliser l'économie et transformer radicalement notre rapport à la nature. A condition de ne pas enfermer les débats sur le jour d'après dans la fenêtre étroite des institutions existantes et des dogmes d'avant. ●

Sylvie Larue



Spectacle Vivant (pour combien de temps ?)



Le spectacle vivant fut l'un des premiers impactés et sans doute l'un des derniers à pouvoir reprendre ses activités. Pendant que le théâtre, la danse, la musique envahissent nos vies confinées et numériques, les artistes et les compagnies commencent à faire leurs comptes. La crise sanitaire aura des conséquences terribles pour un secteur complexe qui mêle de fortes disparités.

Il a fallu une forte mobilisation professionnelle pour que les annulations de représentations et de concerts commencent à faire l'objet d'indemnités compensatoires qui puissent permettre de soutenir compagnies et artistes. Alors que les pétitions appellent clairement à soutenir les plus fragiles, le ministre Franck Riester préfère confier la gestion d'un fonds de soutien à l'association des théâtres privés. L'annulation des grands festivals dévoilent l'écosystème qui gravite autour de ces manifestations qui mêlent souvent arts et développement local. Pourtant, au-delà de cette partie émergée de l'iceberg, un nombre incalculable de festivals, vivant souvent grâce à une implication bénévole considérable auront bien du mal à passer l'année 2020. De même de nombreux artistes vivent grâce à des programmateurs non professionnels qui ne paieront aucune indemnité. Le secteur public des théâtres aura une lourde responsabilité pour ne pas laisser au bord de la route des artistes plus précarisés que jamais, au risque de tarir la source d'un foisonnement fruit de la fameuse exception culturelle française. Pour beaucoup, pour pouvoir inventer le jour d'après d'un monde culturel en quête de refondation, il faudra déjà l'atteindre encore vivant.

● LAURENT EYRAUD-CHAUME

Dérives sécuritaires et punitives



Au marché du Gast à Rennes, ce mardi 21 avril (tient ! cette date me rappelle quelque chose...), les habitant.e.s du quartier populaire de Maurepas viennent faire leurs courses sous le soleil après une nuit pluvieuse. Une bonne humeur règne, les personnes présentes paraissent heureuses de rencontrer des gens même à plus d'un mètre et discutent avec les commerçants qui se plient avec humour aux règles de la mairie : celle-ci leur impose en effet de se rendre sur des marchés où ils n'ont pas forcément l'habitude d'aller. Les gens se plient aussi aux règles sanitaires, ils arrivent par l'entrée organisée par les agents municipaux, portent souvent des masques, et restent à distance des étals. Ils quittent le marché par une même sortie. Ce jour-là, les policiers municipaux les y attendent, mais pas pour les saluer et les

encourager à continuer de respecter les règles sanitaires, mais pour les verbaliser parce que certains n'ont pas leur autorisation et leur pièce d'identité ! Devant moi, une jeune femme noire s'acquitte d'une amende de 135 euros. Interpellé, l'élú de la ville de Rennes, chargé de la sécurité des événements, affirmera que les policiers municipaux suivent les consignes de leur directeur. Ah ? Il n'y a pas de lien entre la police municipale et la maire de Rennes ? Sur le site de la ville on peut lire pourtant : La police municipale assure le bon ordre et la sécurité dans la ville. Elle travaille au contact de la population et effectue un travail de veille et de prévention. En Espagne les policiers distribuent des masques, en France ils distribuent les amendes à celles et ceux qui ont oublié leur billet signé ...

● SYLVIE LARUE

Traçage



L'évocation de « 1984 » et de « Big Brother » est devenue un lieu commun. Nous vivons dans une société de surveillance. On laisse des traces lorsque l'on navigue sur Internet, lorsque l'on se déplace dans le métro, lorsque l'on consulte son médecin, lorsque l'on retire de l'argent à la banque, lorsque l'on intervient sur les réseaux sociaux, lorsque l'on utilise son smartphone ou son GPS (et même quand on le laisse éteint). Si toutes ces traces étaient mises bout à bout, c'est un tableau complet de notre emploi du temps, de nos allées et venues, de nos rencontres, de nos opinions, de notre vie intime qui pourrait être brossé. Bien sûr, trop d'informations tue l'information, et celles que nous voudrions garder pour nous peuvent être noyées au milieu de millions d'autres. Mais des algorithmes de plus en plus puissants permettent de traiter des données de plus en plus nombreuses, rendant potentiellement transparent le panoptique social. Cela ne suffit pas à dénoncer les techniques ainsi mises en œuvre. Leur utilisation répond aussi à des fonctions utiles, et parfois nécessaires à la vie sociale. Il serait vain de prétendre revenir à un mythique XIXe siècle prolongé. La question n'est pas tant de faire disparaître les moyens modernes de communication et d'informations que de savoir comment il est possible de contourner le piège totalitaire qu'elles autorisent.

C'est dans ce contexte qu'une pandémie d'ampleur historique conduisant au confinement de la moitié de l'humanité pose la question du « traçage » épidémiologique, par des applications destinées à identifier les occasions de contaminations et à prendre les mesures de sécurité qui s'ensuivent. Le bénéfice sanitaire d'un tel traçage tombe sous le sens. Son danger pour les libertés publiques aussi. On retrouve ici le vieux dilemme, entre « sécurité » et « liberté », qu'il est rare de penser autrement qu'en termes de renoncement : à quelle part de sécurité faudrait-il renoncer au nom de la liberté, à quelle part de liberté au nom de la sécurité ? Ainsi posée, la question se heurterait à la classique affirmation qu'il ne saurait y avoir de véritable liberté dans l'insécurité et qu'il faudrait renoncer à une part de l'une pour éviter d'être dévoré-e-s par l'autre.

Pourtant, la sécurité n'est ici au prix de la liberté que parce qu'il existe des pouvoirs incontrôlables qui peuvent utiliser les données produites par la technique. On peut ainsi retourner la question en mettant en son centre celle du contrôle démocratique des moyens de traitement de l'information, qui se trouvent aujourd'hui entre les mains de puissances privées ou d'un État séparé de la société et se donnant pour tâche, non de l'organiser mais de la tenir à distance. Ainsi, tant du point de vue économique que social, ce qui rend le « traçage » insupportable est d'abord politique. Et c'est dans l'action politique – dans la révolution – que se trouve la seule solution de notre dilemme.

● LAURENT LEVY

Jour d'après

Les militant.e.s de l'émancipation poursuivent leurs réflexions sur le jour d'après. Les banderoles fleurissent aux fenêtres pour ce 1er mai si particulier. Mais elles/ils ne sont pas les seuls. La contre-offensive a commencé. Sous couvert d'unité nationale, il faudrait se serrer les coudes pour payer la note et éponger la dette. L'équipe de Cerises a décidé de nourrir la polémique. Ne rien lâcher sur les responsabilités, ne pas se laisser berner par les caresses dans le sens du poil, et prendre la bonne bifurcation.



Facebook Cortège de fenêtres

Pas de polémique !



Cette injonction fait partie des cartes magiques des politiciens et du patronat. Elle est brandie pour mettre un terme à des débats qui les dérangent. Ils sont nombreux dans la période : *Macron s'approprie « les héros » du monde médical. Mais c'est lui et son gouvernement qui durant des mois ont ignoré leurs revendications et les ont matraqués quand ils et elles manifestaient.*

Non, non, pas de polémique

La destruction systématique des services publics, depuis bien des années et des gouvernements, fait que les hôpitaux manquent tragiquement de moyens humains et matériels.

Taisez-vous !

Les masques, les solutions hydroalcooliques, etc., sont notamment insuffisants. La recherche sur le coronavirus avait été freinée.

Silence !

Confinement général, sorties contrôlées et punissables ; mais des dizaines de milliers de salarié.es sont sommés de mettre leur santé et leur vie en danger, alors qu'ils et elles n'exercent absolument pas un métier indispensable dans les conditions exceptionnelles d'aujourd'hui.

Chut !

Dans les entreprises, c'est n'importe quoi ...

Suffit !

Hé bien si ! Polémiqons. Établir les responsabilités de cette crise sanitaire et sociale mondiale est nécessaire. Les discuter, c'est essayer d'éviter que rien ne change. Ce n'est pas du complotisme que d'affirmer que, si les capitalistes n'ont pas

créé le virus, ils sont bien responsables de sa propagation à l'échelle planétaire et des conséquences dramatiques.

D'ailleurs, au nom de quoi, de qui, prétendent-ils nous l'interdire ? De nos quartiers, nos communes, nos entreprises, nous devrions nous taire ? Seulement appliquer les consignes, contradictoires, de celles et ceux qui n'y vivent pas, n'y travaillent pas ? C'est encore une fois le droit à la parole qui est en cause : celui des Gilets jaunes, celui des salarié.es au boulot, celui des habitant.es dans les quartiers... Prendre la parole, c'est nous permettre de questionner, critiquer, proposer, construire, révolutionner... Indispensable ! Pas suffisant¹, certes.

● CHRISTIAN MAHIEUX

1. Prendre la parole
 Décider nous-mêmes
 Libérer nos vies des chaînes de l'argent
 Être enfin des hommes et non des instruments
 [...]
 Prendre la parole
 Décider nous-mêmes
 Faire du bonheur notre monnaie courante
 Maîtriser la science et dominer le temps
 [...]
 Prendre la parole
 Décider nous-mêmes
 Libérer nos vies des fleuves de ciment
 pour ne plus mourir de l'air que l'on respire
 Et pouvoir vieillir auprès de nos enfants

« Changer la vie », hymne du Parti socialiste, Mikis Theodorakis et Herbert Pagani, 1977.

Union nationale et inégalités



Facebook Cortège de fenêtres.

Le président Macron et son premier ministre prônent à tout va l'union nationale et la cohésion sociale. Évidemment, des mouvements comme celui des G.J, c'est trop désagréable, inconfortable, dérangeant ! Nous devons être tous unis et faire bloc face à l'épidémie...

Mais les mêmes n'ignorent pas que le système dans lequel ils sont inscrits et engagés, détermine structurellement les inégalités porteuses de fractures sociales. Le capitalisme est sinon fondé sur, en tout cas fortement producteur d'inégalités, c'est son ressort.

Les inégalités divisent les nations, certes, mais aussi, et encore plus, les

populations de l'hexagone où elles sont plus importantes, et, où, surtout, le coïncidence quotidien entre nantis et démunis, riches et pauvres, favorisés et moins favorisés exacerbent les fractures et les indignations.

Des départements comme la Seine Saint Denis sont plus impactés que d'autres par la surpopulation dans des logements exiguës, la pauvreté et la faim, les maladies chroniques et la dépression, le déficit de structures médicales... De ce point de vue le coronavirus est un révélateur imparable de l'injustice : notamment entre ceux (pour beaucoup parmi les plus mal payés, objet de mépris et aux conditions de travail de plus en plus dures) qui en-

diguent l'épidémie en se mettant en danger et les autres qui peuvent la fuir.

Il ne suffit pas d'octroyer, comme un cadeau, une prime aux plus valeureux, ou de développer des politiques publiques (ce qui ne serait déjà pas mal), mais il faut réfléchir ensemble à d'autres modes de vivre ensemble et à de vraies transformations sociales : cette crise va-t-elle prendre les allures d'une révolution avec les transformations qu'elles occasionnent ? Saurons-nous inverser la vapeur, et les processus ?

● BÉNÉDICTE GOUSSAULT

Polémique à Locminé

En 1984, dans La Tyrannie du Statu Quo, Milton Friedman écrivait : « Seule une crise – réelle ou supposée – peut produire des changements. Lorsqu'elle se produit, les mesures à prendre dépendent des idées alors en vigueur ».

J'ai appris avec les gilets jaunes, avec les infirmières en grève, avec les pompiers en grève, que les luttes savent se développer elles-mêmes. Je vérifie ces jours-ci avec les propositions d'étatisation de Bruno le Maire que les idées ne sont pas comme le gaz, pour qu'elles soient dans le débat, il faut les y déposer. Oups ! Je trouve que Milton Friedman a raison. Deux exemples, des effets des idées installées ou non dans le débat politique qui se déroulent à huit jours d'intervalle au supermarché de Locminé :

Premier scénario : la musique du supermarché s'arrête et une voix grave déclare : « le président Macron nous recommande d'observer scrupuleusement les mesures de confinement... ». Mon sang ne fait qu'un tour, et je me rends à l'accueil du magasin réclamant que l'annonce du supermarché soit modifiée, cette propagande est insupportable, et je me ramasse le râteau du siècle. Tout le monde se ligue contre moi m'enjoignant de cesser dans l'instant de faire de la politique au moment où « tout le monde doit être uni contre le virus ce n'est pas le moment de faire de la politique et de se diviser ».

Huit jours plus tard, cette fois-ci à la caisse. La jeune femme à peine me tend-elle le ticket de caisse qu'elle m'interroge : « avez-vous la carte de fidélité ? ». Là, j'ai une réponse toute faite : « non Madame je réserve la fidélité à mes amours, quant aux banquiers et aux marchands, voilà ce que je leur réserve ». Et je forme un doigt d'honneur très explicite. Qu'on ne m'en veuille pas, il y a des lieux et des moments où il faut faire vite...J'explique qu'elle soit au travail en cette matinée de coronavirus indique à quel point sa profession est indispensable, à quel point le salaire insuffisant qui est le sien est injuste. Je lui fais la promesse que dès « le jour d'après » si elle et ses collègues sont en grève pour conserver, élargir leurs droits et augmenter leurs salaires je les soutiendrai de toutes mes forces. Les personnes derrière moi font des petits bougés de tête approbateurs envers moi.

La gloire me direz-vous ? Plus fort encore, le bonheur de donner raison à Milton Friedman, ennemi de classe s'il en est.

● CATHERINE DESTOM-BOTTIN

Qu'en sera-t-il du monde de demain ?

La crise sanitaire actuelle qui va fortement accentuer la crise systémique du monde capitaliste productiviste dominant se traduit déjà dans de nouveaux mouvements : en Espagne et aux USA des mouvements massifs de grèves des loyers ou des remboursements d'emprunt animent plusieurs dizaines de milliers de personnes. Cette crise a lieu alors qu'un début de remise en cause du modèle dominant était déjà en cours, certes essentiellement de façon verbale, dans diverses instances gouvernementales et même dans certains cercles du grand capital. Quelques limites au libre marché et à la mondialisation sont envisagées dans des domaines vitaux comme celui de la santé par des institutions comme l'OMC et le FMI. La libre circulation sans limite des marchandises et la multiplication de tankers géants est questionnée mais on ne va pas jusqu'à revenir sur les accords de libre-échange. En effet les grands dirigeants de ce monde prônent cette évolution comme le préconisait le Prince Salina dans le film le Guépard : « Il faut que tout change pour que rien ne change ». Avant même cette crise cette tendance aux ajustements du modèle dominant en particulier en raison de ses conséquences sur l'écosystème avait même un nom « New Green Deal ». Gageons que cela va avoir un regain de succès. Mais si le projet porté par la gauche démocrate États-unienne a certains mérites, en Europe c'est celui porté par la Présidente de la Commission européenne dont il va s'agir. Pour faire simple il s'agissait pour l'essentiel d'un vaste plan de relance économique repeinte aux couleurs vertes. Parions que de tels projets vont fleurir. Face à cela des projets alternatifs sont à proposer et à mettre en œuvre.

La crise sanitaire actuelle et celle plus générale qui va se développer est d'une telle ampleur qu'elle mérite, si on veut des réponses à la hauteur de celle-ci, des propositions – osons le mot -révolutionnaires. En effet cela peut être l'occasion d'engager des politiques visant à rompre avec le capitalisme mondialisé et la financiarisation de l'économie. De remettre à l'ordre du jour la socialisation des entreprises ce qui nécessite la mise à l'écart des actionnaires et la reprise de leur gestion par les travailleurs-ses en liaison avec les usager-e-s. Mais aussi la réduction massive du temps de travail, pour lutter contre le chômage de masse mais également seul moyen pour que les citoyen-ne-s aient du temps pour s'occuper des affaires qui les concernent dans l'entreprise et la société. Bien malin qui pourra dire quel sera le monde de demain et la perspective de l'arrivée au pouvoir de gouvernants encore plus autoritaires voire d'extrême droite n'est pas à exclure. Mettons en avant des propositions allant dans le sens de l'émancipation. Vaste programme bien sûr mais dont les circonstances exceptionnelles actuelles pourraient faciliter la perspective.

● HENRI MERMÉ

SORTIE DE CRISE ?



Facebook Cortège de fenêtres

Voleurs !

Il faudra « se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés » a dit le MEDEF. On fait une loi d'urgence sanitaire permettant d'exploiter encore plus les salarié.es, a répondu le gouvernement ; l'ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos a ainsi été promulguée.

Vous pensiez être confiné.es ? Non, vous êtes en repos RTT ou CET...

• **Vol de 6 jours de congés.** Sous réserve d'un accord collectif de branche ou d'entreprise, l'employeur peut imposer jusqu'à 6 jours de congés payés ou modifier les dates d'un congé déjà posé, dans la limite de six jours ouvrables, avec un délai de prévenance réduit à un jour franc. L'accord peut l'autoriser à fractionner les congés sans l'aval de la personne concernée ; il peut également permettre de fixer les dates des congés sans être tenu d'accorder un congé simultané à des conjoint.es ou des partenaires liés par un pacte civil et de solidarité travaillant dans l'entreprise.

• **Vol de 10 jours de RTT.** Toujours avec un délai de prévenance d'un jour franc, mais cette fois même sans accord d'entreprise ou de branche, les patrons ont la possibilité d'imposer jusqu'à 10 jours de repos acquis au titre de la réduction du temps de travail (jours RTT). Il peut aussi imposer que les droits affectés sur le compte épargne-temps (CET) soient utilisés par la prise de jours de repos dont il détermine les dates.

Vous bossez ? ce sera 12h de nuit, 60h par semaine, le dimanche aussi...

• Dans les entreprises relevant de « secteurs d'activité particulièrement nécessaires à la sécurité de la Nation et à la conti-

nuité de la vie économique et sociale », définies par décret, l'employeur peut porter de 10 à 12 heures la durée quotidienne maximale de travail ; porter de 8 à 12 heures, la durée quotidienne maximale du travail de nuit ; réduire à 9 heures consécutives la durée du repos journalier ; porter de 44 à 60 heures la durée hebdomadaire maximale de travail ; porter de 40 à 44 heures la durée hebdomadaire de travail de nuit calculée sur une période de 12 semaines consécutives.

• Les entreprises relevant de ces secteurs, mais aussi les entreprises « qui assurent à celles-ci des prestations nécessaires à l'accomplissement de leur activité principale », peuvent imposer le travail le dimanche.

A noter qu'un mois plus tard, le décret définissant les entreprises concernées par les mesures sur le temps de travail n'a pas été promulgué. Pour les patrons, cette partie-là est importante après « la reprise », quand un maximum de personnes sera au travail. Voilà pourquoi cela est applicable jusqu'au 31 décembre 2020. Le patronat voit large. Large comme la masse de fric qu'il se fait sur notre dos : uniquement entre 2015 et 2019, 6 552 milliards¹ de dividendes ont été distribués aux actionnaires, dans le monde. On parle bien de milliards de milliards volés à la communauté.

• **CHRISTIAN MAHIEUX**

¹. <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/les-dividendes-mondiaux-ont-double-en-10-ans-1172549>

<https://www.janushenderson.com/fr-fr/investor/article/forte-hausse-des-dividendes-mondiaux-au-1er-trimestre-balayant-les-inquietudes-liees-a-la-croissance-mondiale/>

Macron et 1945...

Macron et le Medef se sont partagés les tâches : le premier nous a annoncé que la France allait connaître sa plus grande récession économique depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Connaissant la maison, on sent poindre les appels aux sacrifices... pour les autres. Le Medef, moins prudent, annonce la couleur. La relance de l'économie ne pourrait se faire qu'au prix d'un retour rapide au travail au risque d'être contaminé et de renoncer à de grands acquis. Le monde du travail, c'est bien connu, constitue un véritable handicap pour l'économie. D'ailleurs ne parle-t-on pas des « charges » que fait peser son bien être égoïste ? L'estafette du capital a le culot d'évoquer l'après-

Seconde Guerre mondiale. Je sais que ni la réalité du capital, ni les enjeux de 1945 ne sont les mêmes que ceux d'aujourd'hui. Tout espoir de revenir à la Libération serait une vaine et stérile illusion. Il en reste cependant, un enseignement à tirer qui traverse le temps : lorsqu'il a fallu relancer l'économie, y compris avec les critères d'un capitalisme issu de la révolution industrielle et productiviste, le facteur humain est apparu comme l'élément-clé pour tout développement. Si les dépenses pour la Sécurité Sociale, les services publics le droit de vote des femmes se sont faits au nom du progrès social, ils étaient la reconnaissance implicite que le fonctionnement d'une so-

ciété ne peut se passer des humains. Le problème est que cela reste implicite. L'opposition entre social et économique que l'on veut nous faire gober, n'est rien d'autre que l'idéologie des exploités qui veulent nous faire passer leur coercition pour un bienfait de l'humanité. Aujourd'hui, sortir de la récession passe par la réduction du temps et des charges de travail de façon à en finir avec le chômage, reconnaître le rôle social d'activités hors emploi, développer les services publics, et que les intéressé (e)s arrachent le pouvoir d'être maîtres de leur devenir commun.

• **PIERRE ZARKA**

Entreprise : le sens des mots

Le terme entreprise n'exprime pas la même réalité économique s'il s'agit de l'artisan plombier ou de Danone. Distinction utile quand le ministre de l'économie dit que le gouvernement va aider les entreprises. Lesquelles ? les actionnaires du CAC 40 (dont toutes ne sont pas françaises, Total est détenu par 60 % de capitaux étrangers dont Black Rock) ou les 92% représentant l'immense majorité des entreprises ? Souvent on utilise le mot entreprise pour désigner à la fois le boulanger du quartier et une multinationale employant plusieurs milliers de sala-

riés dans plusieurs pays. L'entreprise se définit comme une organisation produisant des biens et/ou des services pour répondre à des besoins économiques : fonction qu'elle partage avec les Administrations Publiques (20% du PIB). Les entreprises n'ont pas qu'une existence économique, elles ont aussi une existence juridique exceptées les entreprises individuelles. Cette existence prend la forme d'une personne morale (société anonyme, SAS, SARL) particulièrement opaque qui permet l'évasion fiscale et contribue à en dissimuler les principaux

bénéficiaires (trusts, société-écran). Ce que nous pouvons retenir c'est que 92% des entreprises ont moins de 10 salariés et emploient 19% des salariés alors que seulement 0,006% (257)¹ ont plus de 5000 salariés (GE), et 5400 (ETI) ont entre 500 et 4999 salariés. Ces deux catégories produisent 51% de la valeur ajoutée (respectivement 31 et 21%).

• **DANIEL ROME**

¹. Source INSEE

COÛTS ?

L'hôpital se fout de la charité !



Facebook Cortège de fenêtres

LVMH, Kering, Bouygues, Pernod-Ricard, BNP Paribas, PSA s'apprêtent à fournir gratis des millions de masques et de litres de gel hydroalcoolique aux hôpitaux.

Ce serait humiliant si on ne lisait pas là le contre-feu au sentiment qui monte dans le pays, de ne pas payer « leur crise ». Confer la réponse aux tartuffes, installée sur les grilles de l'hôpital Saint-Antoine à Paris. Avant la charité à l'hôpital, le capital avait ses hommes de main à l'Élysée pour le briser : en 15 ans, 100 000 lits supprimés, des milliers d'emplois santé détruits. Résultat ni blouses, ni masques, ni lits, ni respirateurs. Et les soignants qui s'épuisent, meurtris de choisir qui on va sauver. L'hôpital est aujourd'hui le lieu emblématique d'une expérience populaire massive : le capital n'est pas amendable dans le sens de l'intérêt général. En cela la charité de Bouygues et consorts n'est pas un effort pour les temps durs. C'est un outil de réactivation de la notion de meilleure répartition des richesses. Notion caduque, les demandes de non versement des dividendes 2020 sont grandissantes et s'installe en même temps, le débat populaire autour de l'idée de plus de dividendes du tout.

● CATHERINE DESTOM BOTTIN

Vous avez dit que cela coûte cher ?

Les hospitaliers, les chercheurs, les enseignants, les cheminsots, les défenseurs de la Sécu, les Gilets jaunes, les femmes et les migrants réclamant l'égalité, les marcheurs pour le climat... ont tous été brocardés ou réprimés par les gouvernements successifs comme autant d'irresponsables incapables de tenir compte des impératifs économiques.

L'économie n'est pas une science mais un terrain d'affrontement. Pour les puissances d'argent la définition de l'économie ne peut être que synonyme de LEUR tiroir-caisse. Mais pour nous ? La question n'équivaut-elle pas à s'interroger à quoi nous sert de faire société ? C'est sous l'influence de ceux qui détiennent l'argent et le pouvoir que les dépenses sociales sont considérées comme trop lourdes. Évidemment « l'économie » ne peut servir deux maîtres à la fois : la société humaine et les dividendes des actionnaires.

Peut-il y avoir de société bien portante sans reconnaître la place de ses membres ? Si à une époque le capital a dû concéder des dépenses sociales, ce n'était pas seulement lié au rapport des forces mais aussi parce que - passage obligé - le rendement du capital se faisait sur la base de l'exploitation du temps et de la qualité de travail. Le niveau de développement

des sociétés est lié à de ces « dépenses dites sociales ». L'Afrique est un continent riche en ressources, ce sont ses habitants qui sont pauvres et on a appelé cela « le sous-développement ». Beau lapsus.

Parlons de la retraite. S'agit-il de bouches devenues inutiles à nourrir ? Au-delà du droit à l'existence, les retraités participent à la vie sociale : petits-enfants, associations, initiatives culturelles ou de « loisirs ». On dit que la santé n'a pas de prix. Fort juste. Elle a un coût sur lequel on ne peut pas mégoter et que la société prise dans sa totalité a largement de quoi couvrir. Historiquement les besoins (réels) croissent avec les possibles. Ce n'est pas la pandémie, ni la mondialisation en soi qui sont les causes premières de la crise actuelle mais un capitalisme dont la prédation n'a pas de limite. Pour sortir de l'ornière dans laquelle il nous a mis, l'expérience de la santé montre la nécessité de financer tout ce qui fait société. Seul problème : les accapareurs. Ce n'est pas seulement un problème de partage des richesses c'est aussi un problème de pouvoir... les empêcher de nuire.

● PIERRE ZARKA

Capital risque ou risque capital

La crise sanitaire que nous vivons met à l'ordre du jour la question du principe de précaution en l'élargissant à la prévention des risques qui s'applique aux risques avérés.

Dès 1975, Paul Berg, prix Nobel de chimie organisait la Conférence d'Asilomar qui appelait à un moratoire sur les manipulations génétiques, une première pour des scientifiques. Mais c'est en 1992 que la déclaration de RIO précisait le principe de précaution :

« En cas de risques ou de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives ... ». En 1995, la loi Barnier codifie la déclaration de RIO en ajoutant les notions de « réaction proportionnée » et de « coût économiquement acceptable ».

Comme pour nos grands dirigeants l'économie se résume à l'économie d'entreprises, l'économiquement acceptable, par les multinationales, l'emporte sur le principe de précaution et aussi de prévention. Et les dogmes de l'économie d'entreprise - flux tendus, stocks zéros, économies d'échelle, réduction du coût du travail, compétitivité, court-termisme - prévalent désormais pour la gestion des hôpitaux depuis que les directeurs d'hôpitaux ne sont plus des praticiens mais des gestionnaires formatés pour cela.

Le manque de masques, de blouses, de respirateurs, de personnels... ne résulte pas de la distraction de quelques-uns mais bien de la mise en place des critères de gestion privés dans le service public et, c'est incompatible avec les principes de précaution et de prévention.

Et il semble que la primauté donnée à l'économie sur le sanitaire et l'environnemental ne sera pas remise en cause par la commission Européenne car elle vient de retenir l'américain BlackRock, pour la conseiller en matière d'investissement environnemental et social. Blackrock, est l'un des plus gros investisseurs dans les grandes compagnies pétrolières, actionnaire de 18 sociétés du CAC 40, gros investisseur dans l'armement, il a sans doute une vision du risque propre aux grands possédants.

Pour les puissants et les gouvernants, le risque est la justification idéologique de la rémunération des actionnaires. Et pourtant la crise que nous vivons montre bien que les risques pris par les actionnaires menacent surtout les populations. Quand ils deviennent réalité, ce sont les salariés qui sont en première ligne, en particulier les fonctionnaires, pour faire concrètement face. Vous savez ceux qu'on acclame tous les soirs et dont on s'aperçoit au quotidien qu'ils ne sont pas « rien ».

Et ce sont eux, les salariés, avec les PME, les commerçants, les auto-entrepreneurs qui « risquent » de payer la casse car, lorsque les actionnaires se votent des dividendes en progression à 2 chiffres, c'est pour eux, ils accumulent du capital, mais lorsque le risque devient réalité, c'est aux contribuables de payer.

Alors le jour d'après, ne prenons plus de risques, virons les actionnaires.

● ALAIN LACOMBE



DETTES ?

Christine Lagarde : « Ce n'est pas le moment de s'occuper de l'annulation des dettes. » Ou L'idéologie et ses mots

D'où vient la dette ? Elle n'a pas toujours été. En 1973, les États décident de ne plus faire marcher la planche à billets pour couvrir les dépenses publiques mais de se contraindre à emprunter aux banques au taux fixé par ces dernières. Il n'y a rien de naturel à devoir de l'argent aux banques. Ce qu'une décision politique a fait une autre peut la défaire. Il faut oser dire que l'on ne remboursera pas : la dette en question est illégitime. Ça ne fera pas plaisir aux banques ? Elles risquent de nous couper les vivres ? La belle affaire ! De toute façon nous n'avons pas accès à cet argent. Nous avons besoin que la collectivité maîtrise la monnaie, le travail fera le reste. Les évidences trop rapides ont toujours servi les maîtres. Contrairement aux discours, le capital n'a pas l'air inquiet. En pleine pandémie, le cours du CAC 40 a monté. En prenant prétexte de la fragilité des petites entreprises on épargne les grands trusts. Depuis le début de la crise du Covid19, les grandes entreprises sont dispensées de verser « leur charges patronales ». Enten-

dez les cotisations sociales qui servent à payer les dépenses de santé, le chômage, la retraite... Les « charges » si on comprend bien, c'est, avec la fiscalité, l'argent qui permet à la société de vivre. Ainsi au nom de la solidarité les entreprises peuvent détourner 40 Milliards d'Euros de cotisations sociales, qui n'iront pas à la Sécu. Mais ne voulaient-ils pas déjà s'en débarrasser ? Étrange comme le nécessaire au lieu d'être normalisé est présenté comme un boulet à traîner. Si on y regarde de près, la normalité est le monde à l'envers. Les dividendes versés aux actionnaires, ne sont jamais évoqués comme des charges mais comme retour sur investissement. Et pendant la pandémie les grandes entreprises ont continué à verser des dividendes à leurs actionnaires, tout en recevant l'argent public pour payer le chômage partiel. L'argent public ? Quand il faut payer, l'État, c'est nous.

● PIERRE ZARKA

Les discours (pardon la com') et les actes !

Si l'on écoute le ministre des finances depuis quelques semaines on pourrait penser qu'il a enfin compris que les choix économiques faits jusqu'à présent ne sont pas bons et qu'il faut changer de cap. On pourrait le croire puisqu'il appelle les entreprises ayant recours au chômage partiel à ne pas verser de dividendes. Bruno Lemaire affirme aussi « qu'il n'est pas question de voir des fleurons de l'industrie française disparaître et s'il faut aller jusqu'à la nationalisation nous irons jusqu'à la nationalisation ». Il pense sûrement à Airbus, Renault ou Air France. L'idée sous-jacente est de nationaliser les pertes et privatiser les profits. Dans l'immédiat il met 45 milliards d'euros (principalement pour les grandes entreprises) pour la relance économique sans réelle contrepartie. Il ne prend aucun engagement pour nationaliser Luxfer, entreprise qui fabrique des bouteilles à oxygène très utiles par les temps qui courent. Il ne somme pas les banques d'accorder des aides aux PME qui représentent l'immense majorité des entreprises. Une fois de plus nous avons les discours et les actes. Et surtout les milliards d'aide sont assortis d'un plan social d'envergure de suppressions d'emplois pour Air France. Ce gouvernement est décidément maître dans la poudre de perlimpinpin !

● DANIEL ROME

Nationalisations, socialisation, autogestion

Depuis le début du confinement sont évoquées de possibles nationalisations de certaines entreprises considérées comme stratégiques. Ça avait déjà été le cas au moment de la crise financière de 2008 en Angleterre. Nationaliser c'est économiquement parlant, faire rentrer dans le domaine public une entreprise. La nation devient propriétaire. Cette idée est développée par Marx et Engels dans le Capital mais ils évoquaient la socialisation des biens de production et non la nationalisation. Sous la pression populaire et notamment du PCF nous avons connu des vagues de nationalisations en 1936, 1945 et 1981. Mais depuis nous sommes dans une période de pri-

vatisation, le PS ayant aussi grandement contribué à cette logique. Donc on pourrait considérer qu'il y a avancée sociale si l'État nationalise certains secteurs d'activité. Pourtant en 1981 l'ensemble du secteur bancaire et une partie du secteur industriel ont été nationalisés mais sur le fond il n'y a pas eu de changement réel. Les critères de gestion sont restés les mêmes et la manière de produire des biens et des services n'a pas changé. Les privatisations n'ont pas suscité beaucoup de réaction populaire car les gens n'ont pas vu grande différence. Cependant nationaliser et socialiser ne relève pas de la même logique. Socialiser une activité économique signifie s'enga-

ger dans une logique autogestionnaire. Les choix qui seront faits devront répondre à l'intérêt de ceux qui produisent et de ceux qui consomment en respectant la nature et l'environnement. Déjà les SCOP permettent aux salariés d'être majoritaires dans les prises de décisions mais il faut aussi inclure les consommateurs. Penser l'après-confinement c'est changer radicalement nos choix de production et de consommation. Le gouvernement n'est pas du tout dans cette optique quand il parle de nationaliser temporairement quelques entreprises. Les intérêts du Capital et des gens sont incompatibles !

● DANIEL ROME

Geler ou confisquer les dividendes ?

Le 20 avril, en pleine crise du coronavirus, l'AG des actionnaires de Vivendi a approuvé la distribution d'un dividende en hausse de 20 % par rapport à l'année précédente, et ce, même si certaines de ses filiales ont eu recours au chômage partiel. Émoi médiatique alors que les ténors de la majorité avaient appelé à la modération.

On confisque ? On interdit tout versement cette année ? Un dividende, c'est un retrait d'argent de l'entreprise au profit des actionnaires. Côté pile, ça fragilise l'entreprise, d'autant que ceux qui vont les toucher n'en ont généralement pas vraiment besoin pour vivre. Mais côté face, le dividende confirme une valeur d'entreprise. Facile à comprendre : si on vous propose d'acheter une action en sachant pertinemment qu'elle ne vous versera jamais de dividendes, vous n'avez pas vraiment acheté un titre financier mais fait un don ! Donc la valeur de la société ou de l'action est déterminée par l'anticipation des dividendes à venir.

Mais une société peut très bien oublier son dividende une année pourvu que les années suivantes soient bonnes. C'est l'histoire même d'Apple qui, pendant de nombreuses années, n'a jamais versé un dividende mais qui était fortement valorisée

parce qu'on anticipait qu'un jour elle en verserait. Et ce jour-là, les actionnaires n'ont pas vraiment été déçu : Apple a ensuite été la première société au monde à avoir dépassé les 1000 milliards de capitalisation boursière. Il n'est donc pas surprenant de voir un gouvernement libéral qui, côté communication, prône la modération cette année mais qui, dans l'ombre, prépare les conditions d'une reprise qui s'en prendra aux acquis sociaux pour permettre à ces chères sociétés de rebondir.

Geler, confisquer les dividendes cette année est donc tout sauf révolutionnaire. Il nous faut donc mettre définitivement fin à ces dividendes ; mais faire cela signifie qu'être actionnaire n'a plus aucun intérêt. Dans un tel cas, les salarié.es devront prendre la direction de l'entreprise, pour déterminer conjointement avec les usagers ce qu'il faut produire. Ceci signifie la mise en œuvre d'un système financier socialisé à même de remplacer le capital dans ses fonctions de financement. Il n'y a que cela qui mettra fin à ce système profondément absurde où les dividendes ne servent à rien socialement, fragilisent économiquement les entreprises mais restent indispensables pour valoriser les sociétés.

● BENOÎT BORRITS

La pandémie une chance pour les circuits courts ?

Les consommateurs qui avaient déjà commencé à douter de la sécurité alimentaire, voient redoubler leur inquiétude en période de pandémie. La multiplicité des informations en circulation, le marketing alimentaire ont contribué à rendre complexe la compréhension de ce qu'est une nourriture saine dans un contexte d'accroissement du surpoids et de l'obésité. La transformation des modes de vie, la variation des horaires, la montée de la précarité, la place croissante d'internet dans les loisirs familiaux ont contribué à réduire le temps de préparation des repas et a favorisé les plats tout préparés (moins d'une heure par jour en moyenne est consacré par les ménages à la préparation des repas familiaux). Dans un contexte d'inégalités économiques croissantes et de dégradation de la santé publique, les effets de la pandémie pourraient permettre une prise de conscience des changements à opérer. La baisse de la fréquentation des centres commerciaux et des hypermarchés déjà observée pourrait être accentuée au bénéfice de petits commerces ou de circuits courts. De même le temps disponible pour les confinés pourrait être consacré à la préparation des repas et permettre ainsi de diminuer la quantité de plats industriels consommés. La prise de conscience accrue par la pandémie, les risques que la mondialisation fait peser sur la sécurité alimentaire, qu'il s'agisse

de l'augmentation de la dépendance aux produits importés dénoncée par le rapport du sénat 2019, des gaspillages importants tout au long de la chaîne de valeur, de la faiblesse des contrôles sanitaires sur les produits alimentaires importés (seulement 5% des produits sont contrôlés par la DGCCRF) renforce la demande en produits locaux et en circuits courts. C'est une demande de produits simples et peu transformés : fruits, légumes, vin, miel, viande, riz, céréales.

La distribution de produits en circuits courts (panier, boutique, abonnements, AMAP etc.) repose sur l'interconnaissance des producteurs et des consommateurs donc sur une relation de confiance. Il s'agit aussi de construire d'autres rapports entre les consommateurs, les producteurs et un rapport de responsabilité à la terre. L'agriculture urbaine, jardins familiaux, partagés, collectifs est fondée sur cette même logique de constitution de collectifs prenant en charge la gestion de biens communs que sont les espaces verts dans les villes. Cependant ce type de filière peine à se développer malgré un réel engouement des consommateurs. Les limites qu'il rencontre se trouvent aussi bien du côté de l'offre que de la demande.

Par exemple le maraîchage bio francilien ne peut satisfaire la demande de la ré-

gion en l'absence de filière de formation biologique, d'un solide soutien public à l'investissement et d'un accès facilité au foncier. Du côté de la demande les obstacles économiques sont difficilement surmontables. Dans les centres urbains la faiblesse du pouvoir d'achat des classes populaires les conduit à se diriger vers les discounts alimentaires, les marchés de fruits et légumes bas de gamme et les filières d'approvisionnement semi-légales. Les contraintes en matière de temps et de planification rendent difficile, pour des populations paupérisées et parfois déracinées, la préparation des repas à partir de produits frais. Ainsi ces filières ne pourront se développer qu'avec un vrai soutien public sans quoi elles resteront une niche dans un marché où règne l'alimentation industrielle. L'accès à l'alimentation qui semblait pour beaucoup une évidence, apparaît menacée et fragilisée par la pandémie et les évolutions climatiques. Les pouvoirs publics locaux et territoriaux tentent d'y remédier mais seul un changement de paradigme qui fera de l'alimentation un bien commun organisé par la collectivité au bénéfice de tous pourra sécuriser à terme l'accessibilité alimentaire. ●

Sylvie Gandon



Pandémie, société et nature

La pandémie est l'une des manifestations les plus symptomatiques des désastres écosystémiques en cours, un révélateur aux effets dévastateurs de ce que nos sociétés font à elles-mêmes à travers ce qu'elles font à la planète, notre monde unique, fini, aux capacités limitées. Ici aussi, l'après est appelé à ne plus être comme avant !

Et d'ores et déjà une double offensive d'un nouveau capitalisme (écologique et responsable c'est juré !) et d'un nouvel État providence (plus vert que vert c'est sûr !) est en cours, et mobilise acteurs et médias.

Pourtant, les responsabilités écologiques globales du genre humain, Anthropocène, ne sont pas uniformément réparties. Celles de tous les autoritarismes économico-politiques, du capitalisme et de son stade viral du néolibéralisme mondialisé (Capitalocène), et de l'Occident, son colonialisme et son impérialisme s'imposant de force dans le monde (Occidentalocène) sont écrasantes, et appellent à des ruptures immédiates. Mais, bien qu'impératives elles ne seront pas suffisantes !

Inaugurer une nouvelle ère de l'humanité, ce n'est pas une nouvelle page de la même histoire, mais rompre avec sa « préhistoire », et toutes ses logiques de violences et de dominations entre humains et envers la nature, par des bifurcations plus radicales signes de sa maturité historique. C'est conjuguer émancipations humaines et réconciliations avec la nature pour initier dès maintenant de véritables alternatives à nos manières de penser et faire sociétés, territoires et monde. Cette nouvelle alliance entre l'ensemble des humains, de leurs artefacts, des vivants non humains et des éléments de la nature, invite à abandonner toute tentation de « pouvoir sur », volonté de puissance aliénantes et hubris dévastateur, au bénéfice de « pouvoirs faire » élargissant le champ des intelligences et agir individuels et collectifs. Autant de dynamiques déjà à l'œuvre qu'il faut développer et rendre hégémoniques pour être sources d'une révolution politique et d'une refondation économique, par des

LE MEDEF ÉCRIT AU GOUVERNEMENT POUR DEMANDER UN MORATOIRE DE 6 MOIS SUR PLUSIEURS DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES



pratiques de démocratie autogestionnaire à toutes les échelles et dans tous les domaines, et le primat des valeurs vitales (préservation absolue de toute vie et de tout ce qui lui est indispensable) et de valeurs du commun (soin de nos fragilités et des vulnérabilités de la nature, et développement prioritaire de tout ce qui nous fait tenir ensemble, socle des solidarités entre humains et avec la nature) sur les valeurs d'usage, les valeurs d'échanges et les valeurs marchandes !

Ce n'est pas du tout ce que puissants et gouvernants nous proposent !

● MAKAN RAFATDJOU

La Peste A. Camus 1947

Un roman qu'on retrouve au fond de sa bibliothèque et qui reprend aujourd'hui toute son actualité. Un roman formidable.

Camus livre dans une écriture magistrale un récit à la fois actuel, universel, et philosophique. La peste sévit à Oran (alors ville française) en 1940, d'abord sous la forme de rats qui parcourent la ville et meurent de manière étrange ... et Camus écrit très bien (ce que nous avons vécu) le déni, puis la prise de conscience puis la mobilisation des médecins puis les mesures sanitaires autoritaires (confinement de la ville), l'engourdissement... et l'après.

A travers ses personnages, il illustre les différents comportements et postures et en fait un débat philosophique : la lutte et la révolte contre un fléau, la place de la religion, l'injustice, la souffrance et la mort, l'exil et la séparation, l'enfermement et l'étouffement...

Il n'y a aucun personnage arabe et quasi aucune femme sauf la mère de Rieux, effacée mais présente, assez semblable à la propre mère de Camus dans le premier homme. Rieux le personnage principal, le narrateur, auquel on aurait envie de s'identifier, est une très belle

figure : médecin, il perçoit assez vite le problème mais attend pour le révéler que ce soit entendable... ensuite il se dévoue corps et âme (cela évoque les soignants d'aujourd'hui), et surtout, il écoute, avec bienveillance et réflexion, chacun des personnages, et leurs différentes problématiques. Sa femme est partie se soigner en Europe, il ne la reverra pas. Un seul moment de détente est évoqué : la mer interdite avec son seul ami Tarrou qui mourra peu après.

Tarrou traumatisé dans son enfance par une expérience tragique a décidé d'être du côté des victimes. Il représente la figure de l'action, celui qui veut agir face à l'angoisse de la pandémie : « se battre contre l'absurde ».

Rambert, journaliste étranger, a laissé son amoureuse et tente par tous les moyens de la rejoindre compris avec des passe-droits et des contacts douteux ... c'était « refuser l'asservissement qui les menaçait » ce qui entraîne de grandes discussions avec Rieux sur le droit au bonheur individuel, face au sacrifice et au dévouement pour le collectif. Finalement Rambert apprenant, lorsqu'il dit à Rieux « vous vous n'avez rien à



perdre », que la femme de celui-ci est partie se soigner en France, décide de rester et d'aider Rieux.

Le père Paneloux, figure opposée à celle de Rieux, et symbole du juste tragique et croyant, fait une première conférence très suivie : les bains de mer étant

interdits beaucoup vinrent écouter le prêche du dimanche « de toute façon cela ne peut pas faire de mal ! ». Le prêcheur accusait : « le fléau qui s'abat sur vous, vous l'avez mérité », il en profitait : « il vous élève et vous montre la voie, c'est le moment de réfléchir », il fustigeait : « l'individualisme moderne et le détournement de ses concitoyens de l'essentiel : la religion ? » et il prônait l'amour et la miséricorde divine. Mais un événement révoltant, et inacceptable, décrit avec une intensité remarquable (on s'y croirait), vint remettre quelques pendules à l'heure : l'enfant du juge fut atteint de la peste, Rieux appliquant la déontologie dut éloigner les parents.

L'enfant fit l'objet de l'essai d'un vaccin et mourut dans des douleurs affreuses. « Celui-là était innocent » cria Rieux au jésuite qui s'agenouilla : « mon Dieu sauvez cet enfant ». Le second prêche du père Paneloux visiblement touché par ce décès consista à reconnaître qu'il n'a rien à expliquer, le bien et le mal, et qu'il faut tout croire ou tout nier, dans le tout ou rien, et plutôt tout croire pour ne pas être réduit à tout nier... L'amour de Dieu est difficile mais lui seul peut effacer la souffrance et la mort d'un enfant, il faut en chercher le

bénéfice... difficile à entendre pour le médecin.

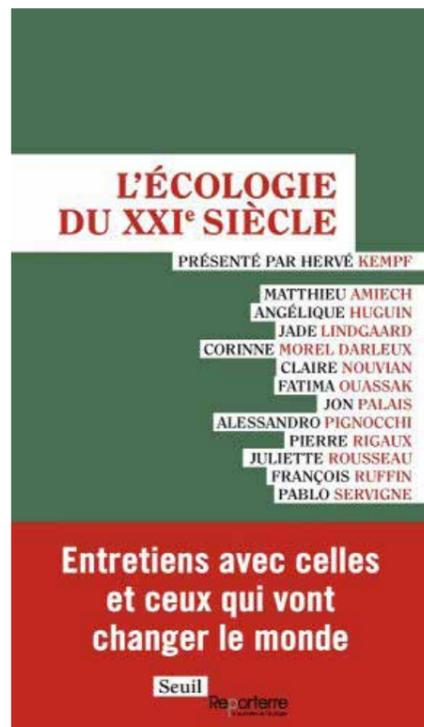
Pendant des centaines de soirées ... L'autre, Cottard, essaye probablement d'échapper à un jugement pour meurtre ?

La référence au nazisme, la peste brune, une maladie politique contagieuse, comme des rats était bien l'intention de Camus, dans ce roman « La Peste ... a comme contenu évident la lutte de la résistance européenne contre le nazisme » écrit Camus le même est à cette époque, éditorialiste à Combat. On y retrouve, en effet, en Rieux et Tarrou les grandes figures de la résistance (De Gaulle ?), en Cottard peut être le collabo, et avec Rambert, celui qui voudrait fuir le fléau nazi dans un pays où il ne sévit pas.

L'après ? Les réjouissances, les retrouvailles des séparés... la solitude de Rieux... et la conscience des menaces... à venir. ●

Bénédicte Gousault





L'écologie au XXI^e siècle

A l'initiative de Reporterre, 12 « représentants.es » de la nouvelle génération écologiste sont ici interviewés.es. Si le choc climatique et la nécessaire transition écologique font consensus entre les auteurs, on observera bien des nuances sur le rapport à la transition sociale, sur la rupture avec les mécanismes du capitalisme mondialisé ou sur la méthode. Contrainte ? Mobilisation partagée ? Dynamique co-construite ? Comment articuler démarche collective et pratique individuelle ? Quel risque du fascisme ? Si les propos sont plutôt intersectionnels, les réponses à ces questions varient et l'ensemble - que l'on peut aborder dans le désordre de la pagination - fournit une série de réflexions construites où notre pensée radicale trouve aisément à enrichir ses argumentations.

Un ouvrage utile, que ces temps de confinement peuvent inciter à lire.

● **PATRICK VASSALLO**

L'écologie au XXI^e siècle, présenté par Hervé Kempf, éditions Seuil/Reporterre, 2020, 216 pages, 12€.

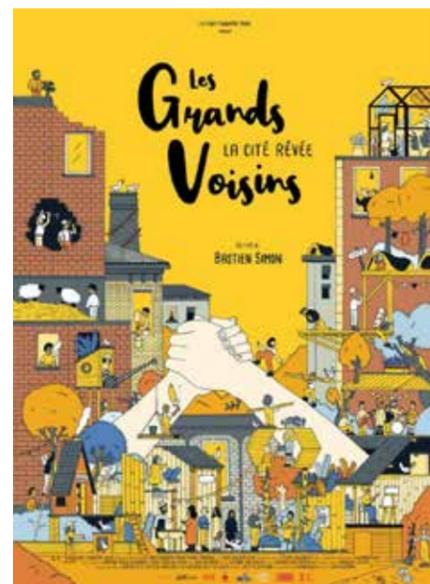


Gloria Mundi

Robert Guédiguian nous livre un film noir, l'histoire d'une famille en prise avec la dure réalité sociale du capitalisme dans sa version ultralibérale : ubérisation, économie de survie, exploitation. Le film commence par une naissance, événement heureux qui rassemble la famille, y compris le grand-père Daniel (Gérard Meylan), récemment sorti de prison, mais il enchaîne ensuite sur des événements tragiques, violents, comme si l'histoire se répétait, qui bouleversent le fragile équilibre familial. Mathilda (Anaïs Demoustier) mère de Gloria, ne supporte plus de devoir survivre après que son compagnon Nicolas (Robinson Stevinin) ait été agressé, blessé et ne peut plus conduire son taxi uber. Elle jalouse sa demi-sœur Aurore, et son compagnon Bruno (Grégoire Le Prince-Ringuet) dont l'entreprise qui exploite les pauvres du quartier en leur rachetant des objets, est florissante. La grand-mère, Sylvie (Ariane Ascaride) tente de faire vivre la solidarité familiale. Mais salariée d'une entreprise de nettoyage, elle refuse de faire grève car elle ne veut pas prendre le risque de plonger dans la misère. Dans ce tableau plutôt désespérant, un personnage, Daniel, nous permet de garder espoir et d'avoir foi en l'humanité.

Sorti en novembre 2019, on peut voir le film en VOD.

● **SYLVIE LARUE**



Les grands voisins

Sur le site 25heure.com, vous pouvez assister à des séances de cinéma virtuel organisées avec un cinéma proche de chez vous. C'est comme ça que nous avons fait notre première séance confinée, avec le cinéma Arvor de Rennes, et échangé ensuite avec Bastien Simon le réalisateur du documentaire « Les Grands Voisins ». En plein cœur de Paris, sur le site de l'ancien hôpital Saint-Vincent de Paul, un village solidaire de près de 2000 personnes s'est organisé entre 2015 et 2017. Centres d'hébergement, accueil de jour, programme de réinsertion, mais aussi entreprises, commerces et programmes culturels, entre subventions et activités économiques, le village a fonctionné en autogestion.

Le réalisateur plonge sa caméra au cœur du village. De beaux portraits, des scènes émouvantes, des assemblées générales pour décider, il se dégage de ce documentaire une formidable envie de faire société ensemble autrement. Projet temporaire, le site a été cédé par la ville de Paris pour la réalisation d'un nouveau quartier. Une partie demeure cependant en activité.

Domage, on aurait envie que cela continue.

● **SYLVIE LARUE**



Guide du municipalisme

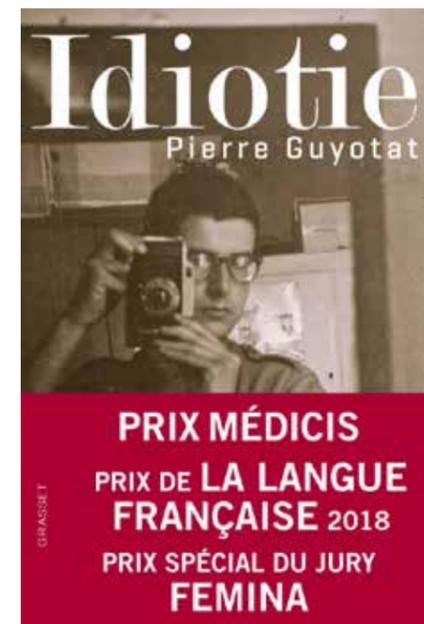
Pilotée par Ada Colau, maire de Barcelone et Debbie Bookchin, ce livre constitue une approche concrète et assez complète du municipalisme. Clairement inscrit dans « une démocratie radicale », le municipalisme est ici présenté sous différentes facettes. Chaque chapitre est consacré à un mouvement, un « axe de changement ».

Les auteurs recensent un nombre important de villes où émerge cette nouvelle façon de faire société locale. Des exemples précis, des outils de mobilisation et de financements y sont exposés.

Voici donc une nouvelle publication qui revendique que le municipalisme est une utopie concrète, pas un idéalisme velléitaire. D'une lecture abordable, cet ouvrage intéressera celles et ceux que municipalisme, communalisme et initiative citoyenne locale interpellent. Pour le jour d'après, ici et maintenant !

● **PATRICK VASSALLO**

Guide du municipalisme, Debbie Bookchin, Ada Colau, éditions Charles Léopold Mayer/Utopia, 2019, 300 pages, 24€.



Idiotie

Cet ouvrage de Pierre Guyotat est sans doute le plus révélateur d'un auteur singulier qui nous a quitté il y a quelques semaines.

Ce jeune homme, qui passe ses vingt ans au beau milieu de la guerre d'Algérie, à Paris découvre les émois, les inquiétudes, les expédients, cette réalité qui brime l'envie de bousculer la vie. Cette traversée dans la nuit qui semble imager l'errance d'un quotidien incertain, aux ombres méconnes, aux pavés mal jointés. Ces tranches de vie qui semblent si mal s'emboîter entre adolescence et âge adulte. Et l'Armée, l'incorporation, le génie pour cette Algérie qu'on pressent comme une menace dans les brumes et les camps.

Idiotie comme si le réel avait perdu là bien du sens et de la rationalité.

L'écriture de Guyotat est elle-même un objet, une musique originale, haletante et douce à la fois.

● **PATRICK VASSALLO**

Idiotie, Pierre Guyotat, Grasset, 2018, 250 pages, 19€.



Time Over ? Le temps des soulèvements

Le dernier ouvrage d'Alain Bertho est l'aboutissement de 30 années de recherche.

On pourrait traduire le titre par : « fin de partie ». Le livre démarre sur la grave crise climatique qui met en péril l'avenir même de l'humanité. L'ouvrage s'appuie sur des faits et l'auteur a fait un travail remarquable de documentation. Puis peu à peu Alain Bertho montre le lien étroit entre crise climatique et crise de la politique, sa recherche depuis de longues années. Il reprend les propos de Clive Hamilton affirmant que « la crise climatique survient parce que la démocratie a été corrompue ». L'effondrement n'est pas que climatique. La politique, les États peu à peu sombrent. Une nouvelle page de l'histoire de l'humanité doit s'écrire. Nous sommes à la « fin d'une partie » et l'expression politique traditionnelle devient inopérante car embourbée dans l'institutionnalisation. Les nouvelles formes passent par des affrontements violents avec les forces de l'ordre, voire l'armée. Bertho dit que « l'émeute est un moment où le vivant se rematérialise et exige son droit ». Les Gilets Jaunes : un bon exemple, un mouvement qui devient planétaire.

Bref un livre très actuel qui mérite vraiment lecture.

● **DANIEL ROME**

Time Over ? Le temps des soulèvements, Alain Bertho, Éditions du Croquant, Février 2020, 160 pages 12 euros

Quand l'intime est politique

Les Bières en visio sont comme le théâtre en vidéo, c'est sympa mais bon... Il faudrait tenter de faire la liste : tout ce qui nous manque, tous ceux qui nous manquent. Pour des moments partagés, il faut des corps, des odeurs, du froid, du chaud, un rapport à l'espace, enlever une veste, se frôler sans le vouloir.

Ce confinement mondial, ce ralenti qui accélère nos prises de conscience, nous transforme et transforme le monde.

Il n'y aura pas de retour en arrière. Nous sommes déjà quelqu'un d'autre. Nous avons peur de sortir et quand on sort nous avons peur de sortir du périmètre, peur des gens masqués, peur des gens dé-masqués. Dans les films d'avant, nous nous étonnons des gens qui se touchent, des foules entassés : tous ces gens qui ne respectent pas la distanciation.

Nous sentons que dorénavant nous daterons tout ainsi : avant et après. Et pourtant nous savons qu'il n'y aura pas "le jour d'après" ou alors il a déjà eu lieu. C'est ça : le jour d'après a déjà commencé, pour le meilleur et pour le pire.

Parfois nous pouvons nous rassurer : tout ceci nous questionne, nos imaginaires bougent tous en même temps. La solidarité et les communs sont ressentis pour ce qu'ils sont : un essentiel.

Quand ils manquent la mort rôde. Nous voilà face à la situation toute nue qui amène des questions pas plus habillées : quand est ce que ça a commencé à merder ? et à quel moment j'y ai contribué ?

Multiplier les actes individuels, potager le printemps, consommer local, pédaler et méditer, ne suffira pas à basculer le futur. Chaque nouvelle information le confirme : nous sommes reliés, et pour tout dire, pour l'instant, enchaînés, à ce tragique exponentiel du fait économique. Si nous ne choisissons pas résolument le "nous", l'addition de nos "Je" nous abîme.

Avec ce confinement, nous pensons vivre une expérience commune, c'est pourtant nos intimes qui sont touchés et nous ne savons pas finalement les douleurs des voisins, le tragique de cet enfermement pour ceux plus fragiles, ceux qui développent des phobies durables, ceux qui n'ont plus de contrats, de ressources, celles qui travaillent et ont peur de partir et peur de rentrer.

Je me dis que c'est aussi une révélation possible : nos intimes sont en lutte de classe. Le choc de ces mois qui semblent hors du temps est un secousse sociale, un tremblement, aux répliques infinies. Nous sommes face à la violence brute de cette division, ceux qui possèdent possèdent aussi leur porte de sortie, ceux qui n'ont rien, n'ont rien que la vie et le désir de tout changer ! ●

Laurent Eyraud-Chaume



Arriver à déceler ces gestes minuscules ou gigantesques, de multitudes de vies à peine perceptibles, banales, où l'attente et l'immobilité «pas tout à fait» immobile laissent un vide, un rien immense, une plage de silences pleins d'hésitations. Maguy Marin à propos de May B



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>